

Cath.ch a traduit et adapté le texte de la Charte de Florence.

## Charte de Florence

Les évêques de la Méditerranée se sont réunis pour la deuxième fois, après Bari, à Florence, recueillant l'inspiration et le courage de Giorgio La Pira\* (voir encadré) pour travailler à la paix et à l'unité des peuples. Les maires de la Méditerranée, invités par le maire de Florence, le Dario Nardella, ont voulu se réunir à Florence, également inspirés par les initiatives du maire La Pira, pour étudier et travailler pour la paix, la justice et la coexistence fraternelle dans leurs villes.

Réunis à l'issue de leurs travaux respectifs, les évêques et les maires ont constaté l'intérêt d'intensifier la collaboration dans leurs villes afin de préserver la justice, de renforcer la fraternité et le respect de tous les citoyens et des communautés culturelles et religieuses qui y sont présentes.

De cette rencontre fructueuse et cordiale, qui n'avait jamais eu lieu auparavant, ils ont convenu d'un certain nombre d'idéaux et de valeurs pour inspirer les progrès futurs, réduire la discrimination et la violence et ouvrir des horizons d'espoir aux jeunes générations. Ces derniers jours, des actes de guerre ont eu lieu contre l'Ukraine. Les évêques et les maires ont été touchés par des sentiments de tristesse, et ensemble ils espèrent que la violence et les armes cesseront, que de grandes souffrances seront évitées au peuple ukrainien, et que des négociations commenceront pour reconstruire la paix.

Dans l'espoir que d'autres rencontres puissent avoir lieu, les évêques et maires catholiques des villes méditerranéennes, réunis à Florence;

-Inspirés par l'héritage de Giorgio La Pira, l'ancien maire de Florence, qui, dès les années 1950, a encouragé le dialogue interculturel et interreligieux entre les villes, et en particulier entre les villes méditerranéennes;

-Conscient que la Méditerranée est historiquement le carrefour des cultures européennes et ouest-asiatiques, des hémisphères nord et sud, et qu'elle peut jouer un rôle crucial dans la paix et le développement des nations grâce à la coopération entre ses villes et ses communautés religieuses;

-Unis dans la conviction que la Méditerranée ne peut être et ne sera pas un lieu de conflit entre des forces extérieures;

-Guidés par une aspiration commune à placer la personne humaine au cœur de l'agenda international en recherchant la paix, en protégeant la planète, en assurant la prospérité, en promouvant le respect et la dignité des droits fondamentaux de chaque individu, notamment par la promotion des objectifs de développement durable et de l'accord de Paris sur le climat.

-Conscients des nombreux défis auxquels est confrontée la région méditerranéenne, tels que le changement climatique, les flux migratoires, les conflits et la pauvreté.

-Convaincus, par conséquent, que le renforcement et la promotion du rôle des villes et du dialogue entre leurs communautés civiques et religieuses apportent une contribution essentielle à ces défis;

## Reconnaissent

-La diversité du patrimoine et des traditions de la région méditerranéenne en tant que patrimoine commun de l'humanité. Toutes les valeurs naturelles, environnementales, culturelles, linguistiques et religieuses de la Méditerranée, tant matérielles qu'immatérielles, sont considérées comme des sources de dialogue et d'unité entre nos peuples et doivent être protégées et transmises aux générations actuelles et futures;

-L'importance d'un effort éducatif qui part des besoins fondamentaux communs à tous les êtres humains et qui peut guider les jeunes sur le chemin menant au désir de bonté, d'amour, de justice et de liberté;

-La nécessité de développer davantage d'opportunités de dialogue et de rencontres constructives entre les différentes traditions culturelles et religieuses présentes dans nos communautés, afin de renforcer les liens de fraternité qui existent dans notre région ;

-L'importance de créer des programmes universitaires communs afin d'initier les jeunes de toute la région méditerranéenne à une meilleure connaissance des traditions et des particularités culturelles de chaque pays;

-Le rôle clé de la diplomatie au niveau urbain dans la promotion d'un développement humain intégral et durable basé sur le respect de la dignité et des droits fondamentaux de chaque être humain;

-L'importance fondamentale de la reconnaissance d'un droit universel à la santé et à la protection sociale dans la région méditerranéenne, notamment à la suite de la pandémie de COVID 19, et le rôle central que la coopération au niveau des villes pourrait jouer dans la lutte contre la maladie;

-La nécessité de mettre en œuvre, dès que possible, des solutions intégrées pour éviter un changement climatique catastrophique. Il est temps d'agir, afin de préserver la qualité de vie des générations à venir et de parvenir à une approche écologique intégrale;

-La possibilité de promouvoir une véritable transformation de la société vers une culture de durabilité sociale, notamment par de nouvelles formes de coopération entre les décideurs politiques, les scientifiques, les chefs spirituels et culturels et les chefs d'entreprise;

-Les politiques migratoires en Méditerranée et aux frontières doivent toujours respecter les droits humains fondamentaux.

-Le lien étroit entre les flux migratoires et le changement climatique, qui affecte la mer Méditerranée de manière accentuée: des phénomènes tels que la désertification, la

déforestation, la dégradation des sols exposent potentiellement des milliards de personnes à des déplacements et des migrations de masse;

-L'importance de renforcer les relations interculturelles et interreligieuses afin d'atteindre un niveau plus élevé de compréhension mutuelle entre des individus d'origine, de langue, de culture et de croyances religieuses différentes;

et, tout en s'engageant à promouvoir des projets concrets d'inclusion culturelle, religieuse, sociale et économique,

Appellent

-A ce que les gouvernements de tous les pays méditerranéens établissent une consultation régulière avec les maires, tous les représentants concernés des communautés religieuses, les autorités locales, les institutions culturelles, les universités et la société civile sur les questions discutées lors de cette conférence. Les villes revendiquent leur droit de participer aux décisions qui affectent leur avenir;

-Les gouvernements, les maires et les représentants des communautés religieuses à promouvoir des programmes éducatifs à tous les niveaux: une voie intégrant des approches anthropologiques, communicatives, culturelles, économiques, politiques, générationnelles, interreligieuses, pédagogiques et sociales pour parvenir à une nouvelle solidarité universelle et à une société plus accueillante;

-Les Gouvernements, les Maires et les Représentants des communautés religieuses à promouvoir des initiatives partagées pour le renforcement de la fraternité et de la liberté religieuse dans les villes, pour la défense de la dignité humaine des migrants et pour l'avancement de la paix dans tous les pays méditerranéens ;

-Les Maires et représentants des communautés religieuses à dialoguer et à mobiliser les ressources en faveur d'un développement social et économique durable en faveur de la coopération internationale, du dialogue interculturel et interreligieux, du respect de chaque individu par un partage plus équitable des ressources économiques et naturelles;

-Les maires à discuter et à explorer ce qui fait idéalement la cohésion d'une société civile aujourd'hui et comment les contextes contemporains intègrent les traditions religieuses et les expressions culturelles ;

-Les représentants des communautés religieuses à étudier comment ils peuvent interagir entre eux et avec les représentants des gouvernements municipaux et les dirigeants civiques afin de comprendre les causes et les raisons de la violence et, par conséquent, de travailler ensemble pour l'éliminer;

-Les gouvernements à adopter des règles claires et partagées pour protéger l'écosystème méditerranéen afin de promouvoir une culture circulaire méditerranéenne en harmonie avec la nature et notre histoire.

**Giorgio La Pira** est né le 9 janvier 1904 à Pozzallo en Sicile et mort le 5 novembre 1977. Universitaire et homme politique italien, il fut maire de Florence à deux reprises, de 1951 à 1957, puis de 1961 à 1965. Il est connu pour ses travaux et voyages diplomatiques en faveur de la paix et notamment du dialogue interreligieux, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis dans le contexte de la guerre froide. Catholique engagé, il fut notamment invité à participer au Concile Vatican II. La cause pour sa béatification a été engagée par l'Église catholique depuis 1986. Il a été reconnu vénérable en 2018.